

La Tribune



Legault: «La souveraineté pour ne pas étouffer»

A7

SHERBROOKE

LEADER DE L'INFORMATION RÉGIONALE

www.cyberpresse.ca

94e année, no 305

SPORTS : Thrashers 4, Canadien 1

CAISSE DE DÉPÔT : Retour à la rentabilité B3

Le CHUS amorce un virage famille

Un investissement de 30 millions d'ici 2010 pour réaménager la pédiatrie et l'obstétrique-gynécologie



François Gougeon

fgougeon@latribune.qc.ca
SHERBROOKE

Malgré l'importance de l'investissement maintenant évalué à 30 millions \$, c'est «bien plus que de la brique et du béton» que

le Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke (CHUS) entend mettre en place dans les services à la famille.

En fait, ce que l'on appelait jusqu'à maintenant le Centre mère-enfant va dorénavant s'articuler dans un axe plus large de centre femmes-jeunesse-familles. Et dans des locaux agrandis et modernisés «avant 2010».

«Ce qu'on développe comme concept, c'est une approche totalement novatrice, en matière de services, de soins et de prise en charge non seulement

auprès des bébés et leurs mamans mais plus largement auprès des femmes et des familles. Y compris en matière de santé mentale pour la clientèle des 0-18 ans... C'est un projet unique d'intégration et, sans prétention, ça va être un modèle exportable pour d'autres hôpitaux ayant une vocation de soins généraux», a émis avec un enthousiasme et un sourire rarement égalés le Dr Claude Lemoine, hier, en conférence de presse à l'Hôpital Fleurimont.

Il y a longtemps que le pédiatre en

chef du CHUS et leader médical du regroupement femmes-jeunesse-familles rêve et plaide sur toutes les tribunes et dans les coulisses en faveur d'une modernisation dans le domaine. Pas juste des locaux mais dans la façon de recentrer le travail de l'armée de professionnels (gynécologues-obstétriciens, néonatalogistes, pédiatres, chirurgiens pédiatriques, pédopsychiatres, infirmières, etc) autour des besoins des femmes, des enfants et des familles. C'est un comité dirigé par le vice-président

du conseil d'administration du CHUS, Richard Royer, qui a permis au cours de la dernière année d'arriver avec ce consensus.

«Les besoins ont considérablement changé depuis l'aménagement de nos locaux datant de la fin des années 1960, a rajouté le Dr Lemoine. La maternité et l'accouchement se vivent bien différemment, comme l'approche dans les soins aux enfants malades...

Voir VIRAGE FAMILLE en page A2

Un garagiste nettement écolo!

Jonathan Côtes veut réduire la production de gaz à effet de serre d'une tonne par an à Waterville



Jean-François Gagnon

COATICOOK

Probablement n'auriez-vous jamais cru la chose possible avant aujourd'hui, mais Jonathan Côtes est la preuve vivante qu'un garagiste traditionnel peut afficher un parti-pris nettement écologiste.

Opérant un garage de mécanique générale à Waterville, le jeune homme de 33 ans se retrouve au coeur même d'un événement de longue haleine qui incite les gens à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, qui sont en bonne partie produits par les automobiles.

«Je suis passionné de mécanique, raconte Jonathan Côtes. Par contre, je suis aussi sensible aux questions environnementales et j'avais le goût que mon travail soit plus en harmonie avec cette sensibilité.»

Ainsi, avec sa complice Nathalie Goguen, il a imaginé toute une série d'événements pour inciter les familles de Waterville à diminuer leur production de gaz à effet de serre d'une tonne par année.

Dès les jours prochains, le parrain de la campagne locale postera 900 exemplaires d'un petit ouvrage intitulé «Le gros bon Sens au volant», publié par l'Office de l'efficacité énergétique. Et se réservera du temps pour conseiller les gens sur leur consommation d'essence.

Par ailleurs, toute une série de concours en lien avec la campagne auront lieu prochainement à Waterville. De même qu'une exposition de voitures anciennes, un rallye-maison et plus encore.

Un objectif élevé

«L'objectif qu'on fixe aux gens à travers notre initiative locale est élevé, concède Nathalie Goguen. Mais c'est par des petits gestes tout simples qu'ils seront en mesure de relever le défi qui leur est lancé.»

Dans la foulée, Mme Goguen indique que,



La Tribune, Jean-François Gagnon

Jonathan Côtes, jeune propriétaire d'un garage de mécanique générale, et sa complice Nathalie Goguen désirent inciter les familles de Waterville à diminuer leur production de gaz à effet de serre d'une tonne par année.

«si les gens ordinaires sont visés par cette initiative, les industries et les commerces pourraient eux de même faire leur part. Je pense à la compagnie Waterville T. G. par exemple.»

Aux yeux de Nathalie Goguen, Jonathan Côtes commet une «belle folie de garagiste» en s'investissant dans ce projet dans le cadre du 10e anniversaire de son garage.

«Moi, vous savez, je suis prêt à évoluer et à prendre le virage des voitures hybrides ou encore des véhicules électriques si c'est nécessaire. Je ne crois pas que je travaille contre mon industrie en m'associant à cette campagne», prétend le principal intéressé.

Et comment explique-t-il le fait que lui, en tant que spécialiste de la mécanique automobile, ait un tel intérêt pour l'environnement?

«Peut-être que mon jeune âge influence», note-t-il.

Vraisemblablement plein de bonnes intentions, Jonathan Côtes reconnaît néanmoins que son association avec cet événement, étalé sur presque une année entière, est par surcroît «un bon coup de marketing».

Quant au maire de Waterville, Gérald Boudreau, il affiche un bel espoir que les habitants de sa municipalité suivront l'invitation qui leur est faite. «On ne leur en demande pas tant que ça dans le fond. En plus, le fait que ça se passe au niveau local aidera», dit-il.

D'après Gérald Boudreau, les résidents de sa municipalité seront d'autant plus réceptifs au projet si on les amène à bien comprendre les enjeux et ce qui leur est demandé.

Pas de consensus sur la hausse des droits de scolarité

Marie Allard

La Presse

QUÉBEC

Laisser aux universités le soin de fixer le montant des droits de scolarité pour renflouer leurs coffres. Voilà la suggestion qu'a fait McGill à la Commission parlementaire sur la qualité, l'accessibilité et le financement des universités, qui s'est ouverte hier à Québec.

L'université anglophone est sceptique quant à l'aide que peut lui apporter l'État. «Aucun Trésor public au monde n'a les moyens nécessaires pour soutenir seul un système universitaire dont le mandat est de garantir l'accessibilité et l'excellence», a soutenu Heather Munroe-Blum, principale de McGill. Dans ce contexte, respecter le gel des droits revient «à faire de l'anti-Robin des bois», puisqu'on prend aux pauvres ce qu'on redistribue aux riches, a-t-elle indiqué.

Dès le début des auditions, le ministre de l'Éducation, Pierre Reid, a reconnu que le réseau universitaire québécois manquait d'argent. «Les universités ne sont pas suffisamment financées si on les compare à leurs homologues canadiennes, et en ce sens-là, il faut faire quelque chose», a-t-il dit.

Reste à trouver qui doit payer la facture, qui s'élève à 375 millions par an, selon un comité formé du ministère de l'Éducation (MEQ) et de la Conférence des recteurs et des principaux du Québec (CREPUQ). Un problème qui «prend l'allure de la quadrature du cercle certains jours», a constaté le ministre.

Pas question pour autant de revenir sur la promesse de geler les droits de scolarité tout au long du mandat du gouvernement. «Mais on aurait tort de ne pas s'interroger sur la viabilité à long terme de ce choix», a averti M. Reid.

Manifestants

À l'extérieur du Parlement, quelques centaines d'étudiants ont manifesté leur désaccord avec les discussions en cours. «Nous profitons du début de la commission parlementaire pour revendiquer la gratuité scolaire», a expliqué Marie-Michèle Whitlock, coordonnatrice de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), responsable de la manifestation.

En fin d'après-midi, quelques étudiants ont tenté de franchir les barricades installées devant le Parlement, mais l'escouade anti-émeute de la Sûreté du Québec - qui comptait presque autant de membres qu'il y avait de manifestants - les a vite dispersés avec des gaz lacrymogènes. Les travaux de la Commission, qui entendait hier les mémoires de six groupes distincts, n'en ont pas été perturbés.

Robert Lacroix, président de la CREPUQ, a pu présenter quelques scénarios possibles de refinancement. Retrancher 375 millions aux baisses d'impôts, ce qui coûterait 0,47 \$ par semaine aux contribuables gagnant moins de 25 000 \$ par an, ou 6,89 \$ par semaine à ceux gagnant plus de 60 000 \$, en est un. Ajuster les droits de scolarité à la moyenne canadienne - ce qui les ferait passer de 1668 \$ à 4025 \$ par an en six ans - en est un autre. Reste la modulation des droits de scolarité par programme, ce qui aurait pour conséquence de faire payer 1722 \$ par an aux étudiants en lettres et 5618 \$ par an aux étudiants en médecine vétérinaire, par exemple.

Le consensus ne semble cependant pas régner au sein des recteurs. À la suite de la présentation de la CREPUQ, Pierre Moreau, président du réseau de l'Université du Québec, a plaidé en faveur du gel des droits de scolarité. Il a fait valoir qu'une hausse réduirait l'accessibilité

Voir DROITS DE SCOLARITÉ en page A2

Boisvert
HARLEY DAVIDSON
LENNOXVILLE
2, RUE QUEEN LENNOXVILLE 565-1376

Météo

ENSOLEILLÉ Max.: -1 Min.: -14
Lever soleil: 6 h 44 Coucher: 17 h 17

Index

Ann. class. C6	Horoscope D4
Arts D1	Le monde B2
B. dessin D4	Loterie A4
Carrières C7	Météo D5
Décès D6	Mots croisés .. D4
Économie B3	Opinions A6
Éphémérides. D4	Sports C1



Un député libéral quitte le navire

Le député ontarien John Bryden a claqué la porte du PLC, hier, insatisfait de la manière dont le premier ministre Paul Martin gère la crise qui ébranle le gouvernement libéral depuis une semaine. À LIRE EN B1.


AVANT D'ACHETER N'IMPORTE QUOI, ESSAYEZ LA CIVIC COUPÉ DE HONDA

ÉCONOMISEZ + DE 5000 \$
+ TAUX DE FINANCEMENT RÉDUIT À 3,8%
JUSQU'À 60 MOIS

HONDA
Sherbrooke Honda
2615, rue King Ouest 566-5322
www.sherbrookehonda.com

La Tribune
écrit
l'histoire
au
quotidien

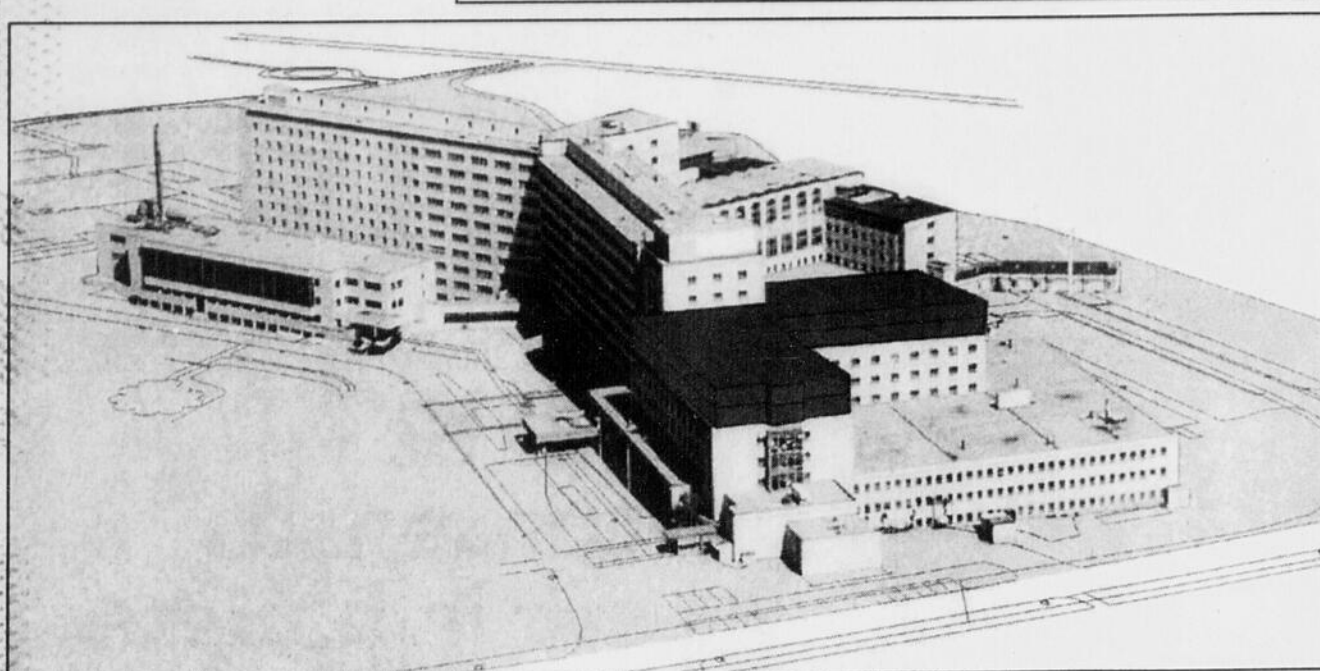
A LIRE DEMAIN



Sherbrooke,
un paradis
pour les
investisseurs

La Tribune
Division de Les Journaux Trans-Canada (1996) inc.
Édité et imprimé au
1950, rue Roy, Sherbrooke, J1K 2X8
www.cyberpresse.ca

PRÉSIDENTE ET ÉDITRICE Louise Boisvert	VICE-PRÉSIDENT FINANCES ET ADMINISTRATION René Morin
RÉDACTION (819) 564-5454 Télécopieur 564-8098 redaction@latribune.qc.ca	PUBLICITÉ (819) 564-5450 Télécopieur 564-5482
RÉDACTEUR EN CHEF Maurice Cloutier	DIRECTEUR Alain LeClerc (Intérim) ADJOINT Christian Malo
DIRECTEUR DE L'INFORMATION André Larocque	ANNONCES CLASSÉES (819) 564-2222 Télécopieur 564-5482 Lundi au vendredi : 8 h 30 à 16 h 30
ADJOINTE AU DIRECTEUR Jacynthe Nadeau	ABONNEMENT ET TIRAGE (819) 564-5466 Sans frais 1 800 567-6955
PRODUCTION ET INFORMATIQUE DIRECTEUR René Béliveau ADJOINTS André Roberge Steeve Rancourt Stéphane Garant	DIRECTEUR André Custeau ADJOINT Serge Nadeau



Cette illustration montre une des deux options à l'étude, à l'effet d'ajouter deux étages totalisant 5000 mètres carrés à l'hôpital de Fleurimont, au-dessus de l'urgence et des cliniques externes.

«Audacieux mais réaliste»

Chicoine confiant de mobiliser la communauté



François Gougeon
fgougeon@latribune.qc.ca
SHERBROOKE

«Audacieux mais réaliste», le projet pour de nouveaux aménagements du centre femmes-jeunesse-familles vise rien de moins qu'à puiser dans les poches de la communauté la moitié des 30 millions \$ nécessaires à sa réalisation.

«Je suis convaincu qu'on va y arriver parce que le projet est extrêmement mobilisateur et qu'il met en place un modèle unique d'intégration des clientèles pour de meilleurs services», a soumis le grand patron du CHUS, Jean-Pierre Chicoine.

Il a rappelé que déjà, le président de Domtar, Raymond Royer, a confirmé que les profits du tournoi de golf dédié à cette entreprise y seront consacrés pour les cinq prochaines années.

Cela représente déjà «quelques millions de dollars». Il y a en plus la famille Beaucage, du parc automobile du même nom, qui s'est engagé pour 250 000 \$. «La Fondation du CHUS est très active et également, on pourra compter sur une partie des résultats de la grande levée de fonds Ensemble et on entend solliciter d'autres fondations animées par le bien-être des enfants et des familles», a noté M. Chicoine.

Alors, avec 50 pour cent du financement venant d'autres sources que le gouvernement, est-ce qu'il sera facile d'avoir l'aval du même gouvernement pour obtenir le reste et attacher le financement? «Disons qu'on est très optimistes. C'est quand même majeur qu'une communauté dégage la moitié des sommes requises pour un dossier d'intérêt public», a rajouté le grand patron du CHUS.

Sur deux étages

Quant à la réalisation même, deux options sont actuellement à l'étude pour obtenir 5000 mètres carrés addi-

tionnels d'espace. La première consiste à ajouter deux étages à la hauteur des ailes 6A et 6B (en partie au-dessus de l'urgence et des cliniques externes. L'autre possibilité est de construire une bâtisse indépendante liée par l'hôpital à la hauteur de l'entrée par l'urgence. Mais cela impliquerait un déménagement de l'étang dans le secteur.

«Le choix (entre les deux options) se fera en fonction du coût de construction mais aussi des frais de fonctionnement et d'opération récurrents», a aussi dit M. Chicoine. Il a rajouté que le budget de 30 millions \$ tient compte également d'un réaménagement des locaux actuels pour une superficie d'environ 5000 mètres carrés.

Le programme fonctionnel et technique (PFT) doit être complété avec l'année 2004 et la projection c'est de réaliser les travaux d'ici 2010.

Il y a déjà un bout de temps que le projet est en discussion et s'il a déjà été fait mention d'environ 20 millions \$ d'investissements, c'était très préliminaire et ça ne tenait pas compte des équipements.

LE CHUS AMORCE UN VIRAGE FAMILLE

Suite de la page A1

Aujourd'hui, par exemple, les parents veulent être présents en permanence auprès de leur enfant malade. Ils veulent les accompagner, vivre l'épisode de soins avec eux. C'est donc incontournable qu'on adopte un virage clientèle et qu'on doit revoir les locaux et les équipements en conséquence. De ce côté, on ne répond plus aux normes, comme pour tout ce qui a trait aux problèmes des bactéries multirésistantes.

L'idée, a-t-il bien précisé, n'est pas d'accroître la gamme de services ou de compétitionner avec d'autres centres hospitaliers, comme Sainte-Justine, mais «de faire mieux et avec de meilleures conditions ce qu'on a à faire».

Devant de nombreux invités, le di-

recteur général du CHUS, Jean-Pierre Chicoine, la chef clinico-administrative du regroupement femmes-jeunesse-famille, Manon Lachapelle et le doyen de la faculté de médecine de Sherbrooke, Réjean Hébert, ont tenu des propos allant dans le même sens.

«De tous les projets d'investissements au CHUS, c'est probablement celui qui a la plus grande signification en matière d'humanisation de soins à la clientèle», a livré M. Chicoine. Il a précisé que malgré l'annonce de son départ en septembre prochain, le centre femmes-jeunesse-familles sera sa priorité.

Pour sa part, Mme Lachapelle, tout en signalant que le CHUS rattise bien plus large que la clientèle de l'Estrie, a

soumis que l'accent sera mis pour créer une approche plus familiale dans les soins aux femmes, enfants et familles. «Ce n'est pas un choix mais un devoir qu'on a de le faire», a-t-elle confié.

Le nouveau patron de la faculté de médecine a fait référence à l'impact majeur de ce projet pour cet organisme en matière de formation et de recherche. «Par exemple, on y a formé 120 pédiatres au cours des 30 dernières années; ce qui représente 20 pour cent de tous les pédiatres du Québec. C'est aussi en nos murs qu'ont été formés une quarantaine de spécialistes en gynécologie-obstétrique... Le projet de centre femmes-jeunesse-enfants va parfaitement dans le sens d'une approche intégrée de clientèle», a soumis le Dr Réjean Hébert.

PAS DE CONSENSUS

Suite de la page A1

aux études supérieures, 40% de ses étudiants provenant de milieux à faibles revenus.

Une position que partage la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). «Nous sommes déçus de

voir certaines propositions faites aujourd'hui, car nous savons que le gouvernement a la marge de manoeuvre nécessaire pour refinancer les universités», a dit Nicolas Brisson, président.

«Déréglementer les droits comme

le propose McGill, ça revient à privatiser les universités, a-t-il poursuivi. Et faire payer davantage certains étudiants, c'est oublier qu'un médecin paie cinq fois plus d'impôts au cours de sa vie qu'un diplômé en sciences sociales.»

Quand **JEUNESSE** s'en mêle

L'interrogatoire



Steve Bergeron
sbergero@latribune.qc.ca
SHERBROOKE

— Non. Alors là, je l'avais piquée au vif. Elle confisque mon passeport et mon billet d'avion, me montre un local à côté et me commande d'aller m'asseoir là et d'attendre qu'on vienne me chercher.

Dans cette antichambre des passagers suspects, j'ai vu une pauvre dame belge se faire refuser de partir. Elle avait aussi l'air d'une terroriste que Kim Yaroshevskaya. Mais parce que son passeport, avec lequel elle avait toujours voyagé, ne respectait plus les nouvelles lois américaines, on la clouait à Montréal. Délai d'attente pour un nouveau passeport ou un visa: deux semaines!

Visiblement, notre bon gouvernement a mis à la disposition des douaniers américains assez de renseignements personnels pour qu'ils puissent vérifier notre identité: après m'avoir posé le même chapelet de questions, la douanière de ce bureau, qui était plus sympathique, me remettait gentiment mes documents.

«La prochaine fois, monsieur, il faudra apporter le papier de votre médecin.»

Et si j'étais simplement parti en vacances, quel papier aurais-je dû présenter? Ma serviette de plage?

Dans le fond, j'ai été chanceux: j'ai évité la fouille. Ce n'est qu'après coup, en regardant mon passeport, que j'y ai pensé: serait-ce l'estampille en arabe, celle de mon voyage en Tunisie l'an dernier, qui les a fait paniquer?

Ô ironie!

Le programme des commandites a été créé au lendemain du référendum de 1995, pour augmenter la visibilité du fédéral au Québec et atténuer la ferveur souverainiste.

Aujourd'hui, le programme des commandites est devenu un argument de plus pour les souverainistes qui veulent foutre le fédéral à la porte.

J'aime l'ironie.

Et moi qui pensais que la paranoïa des Américains s'était un peu calmée... Ça m'apprendra. Je saurai désormais que ni un passeport canadien, ni des traits caucasiens, encore moins une carte de presse nous rendent moins suspects aux yeux des douaniers de nos voisins.

C'était il y a un mois, à Dorval... au PET Airport. Je m'apprêtais à m'embarquer pour West Palm Beach, Floride. Repose recommandé par mon médecin, parce que les deux bouts de la chandelle étaient allumés depuis un certain temps. Comme les parents sont déjà au pays de l'orange, autant aller s'y reposer et revenir en auto avec eux.

Mais la douanière américaine, elle, n'a pas eu autant de compassion pour mon épuisement. Bête, très bête (ça doit être une condition d'embauche), elle ne s'est pas préoccupée de me demander quelle était ma langue maternelle. Et comme je suis poli, je ne lui ai pas répondu de parler français, la grosse.

— Pourquoi vous n'avez qu'un aller simple? demanda-t-elle sèchement, comme si c'était une preuve en soi que j'étais un individu louche.

— Je vais revenir en voiture avec des parents déjà là-bas.

— À quelle adresse allez-vous habiter là-bas?

— À Boynton Beach. L'adresse exacte, je ne sais pas.

— Pourquoi? répliqua-t-elle aussitôt, en me fusillant du regard.

— Ben, ben, ben... Parce qu'on vient me chercher à l'aéroport!

— Vous partez en vacances?

— En congé de maladie.

— Vous avez votre papier de médecin?

La campagne de REER du Fonds de solidarité de la FTQ prend fin

Gilles Fisette
SHERBROOKE

Depuis hier et jusqu'au 31 mai 2004, le Fonds de solidarité FTQ n'acceptera plus que les souscriptions par retenue sur le salaire, contribution négociée avec l'employeur et reposant sur les prélèvements automatiques.

Le Fonds doit en effet se conformer à la limite qui lui a été fixée par le gouvernement du Québec au mois de juin dernier et qu'il a atteinte, lundi. Il ne peut donc plus recevoir les souscriptions versées par montant forfaitaire. Cependant, les souscriptions forfaitaires reçues par la poste avec un cachet

postal du ou précédant le 16 février seront acceptées à la condition que les chèques soient datés le ou avant le 16 février.

Cette mesure ne touche pas les 150000 actionnaires du Fonds qui souscrivent par l'un ou l'autre des trois modes d'épargne systématique, c'est-à-dire par retenue sur le salaire, contribution négociée avec l'employeur ou prélèvements automatiques. Le Fonds continue de recevoir toutes ces souscriptions, le nombre d'actions nécessaire ayant été provisionné à l'intérieur de la limite fixée.

Rappelons que dans son budget de juin dernier, le ministre des Finances du Québec a fixé une limite à plusieurs institutions. La limite pour le Fonds de solidarité FTQ était de 600 millions \$ pour l'année financière.

Flash
18 h 30
Les coulisses de **DON JUAN**
SPÉCIAL 1 HEURE

450, Chemin du golf
20 h
Sylvain, interprète officiel d'un gardien de but japonais!

3x rien
20 h 30
Louis, l'héritier de Madame Lalancette!
Ce soir TOUS
Un réseau COGECO



Mario
GOUPIL

Le dernier espoir

Julie Deslongchamps vit avec la paralysie cérébrale depuis sa naissance, alors pas étonnant que je n'aie rien compris quand elle a essayé de me décliner son identité à l'autre bout du fil.

- Mande pardon?
Elle a dû répéter trois fois avant que je devine son nom de famille. Le double pour son prénom. Pauvre elle, ce qu'elle doit être lasse de devoir constamment répéter dans l'espoir de se faire comprendre.

Julie m'a demandé si je pouvais aller la rencontrer. «J'ai besoin de votre aide...», m'a-t-elle expliqué.

J'y suis finalement allé, hier matin. Une dame, que je croyais être sa grande soeur ou encore sa mère, est venue m'accueillir à la porte. J'avais plutôt devant moi une intervenante de la maison qui vient en aide aux personnes ayant un handicap intellectuel ou physique, dans laquelle je venais de poser les pieds sans le savoir. Son nom: «La Maison de la Colombe».



Julie Deslongchamps

Julie se déplace en marchant. Sans canne, sans marchette, sans fauteuil roulant, rien. Elle le fait lentement mais sûrement. Je l'ai vu se profiler derrière l'intervenante: une belle fille de 20 ans avec un visage et un sourire pétants de santé. «La paralysie cérébrale n'est pas une maladie, c'est un état d'être...», insiste-t-elle.

Un manque d'oxygène au cerveau à la naissance a causé beaucoup de dommages, ce qui se traduit par un mauvais contrôle de ses muscles. Des traitements en chambre hyperbare pourraient peut-être lui permettre d'améliorer sa condition. C'est en tout cas ce que lui a laissé entendre son médecin et l'espoir que véhicule l'Association de paralysie cérébrale du Québec, et Julie les croit.

La jeune femme ambitieuse de compléter son secondaire 5 et elle rêve de devenir agente de pastorale. Jésus occupe une grande place dans sa vie. Les murs de sa chambre à «La Maison de la Colombe» de Sherbrooke en témoignent.

Malgré son lourd handicap, Julie s'implique beaucoup comme bénévole, que ce soit pour voir à la préparation de la chapelle du CHUS-Fleurimont en vue des célébrations eucharistiques, ou encore à la pédiatrie du même hôpital où elle s'offre à ramasser et à mettre en ordre les jouets des enfants.

Ce qu'elle aimerait, c'est que sa condition lui permette de s'engager davantage. Elle voudrait ne pas avoir à tenir compte continuellement de ses limites physiques lorsque vient le temps d'offrir ses services bénévolement. Plutôt que de ramasser les jouets des enfants, elle aimerait pouvoir communiquer avec eux, sans les effrayer. Plutôt que de servir la messe, elle aimerait pouvoir propager la Bonne Nouvelle. La lire à l'auditoire.

Pour ce faire, comme pour réaliser ses plus grands rêves, les traitements en chambre hyperbare demeurent le seul espoir de Julie Deslongchamps. Son tout dernier en fait.

«Ces traitements vont me redonner des cellules qui sont mortes...», lance-t-elle, convaincue que sa condition physique pourrait en bénéficier grandement.

Mais voilà, ces traitements coûtent cher. Julie a contacté elle-même les autorités de l'hôpital Ste-Justine de Montréal, qui l'ont alors dirigée vers la Clinique Magalie de Longueuil, où sont dispensés ces soins spécialisés et privés. Débrouillarde et déterminée, elle a poussé plus loin sa démarche pour apprendre qu'il lui en coûterait 5000 \$ pour un traitement complet.

Voilà pourquoi Julie a demandé mon assistance. Elle souhaitait que je vous raconte tout cela et elle prie maintenant le ciel que vous puissiez l'aider. Jusqu'à maintenant, elle a sollicité l'appui financier de deux fondations, mais ses démarches n'ont absolument rien donné.

Julie se débrouille seule depuis l'âge de 18 ans, sa mère étant décédée du cancer. Son père vit, quant à lui, à Granby. Votre générosité constitue par conséquent son seul espoir. C'est pourquoi j'ai accepté de vous raconter son histoire.

Vous pouvez rejoindre Julie au 823-5490 ou encore par Internet à l'adresse suivante: jdeslongchamps@msn.com.
mgoupil@latribune.qc.ca

Une deuxième tour à la Villa de l'Estrie

Le bâtiment de 12 M \$ devrait être prêt en juillet 2005



Luc
Larochelle
llarochelle@latribune.qc.ca
SHERBROOKE

La Ville de Sherbrooke a lancé lundi soir la procédure d'aménagement au zonage en prévision de l'érection d'une deuxième tour d'habitation à la Villa de l'Estrie, située derrière le Carrefour de l'Estrie. Les autorités municipales expriment également l'intention de concentrer les habitations de forte densité dans ce secteur.

Les propriétaires de la Villa de l'Estrie comptent investir 12 millions \$ dans une annexe de huit étages qui sera en quelque sorte la tour jumelle de celle ayant été construite il y a une douzaine d'années. Elle comptera un étage additionnel mais moins d'unités de logements — 114 au lieu de 135 —, celles-ci seront un peu plus spacieuses. Les deux bâtiments seront reliés l'un à l'autre par un pavillon de services.

«Pour cette deuxième phase, nous visons la même clientèle de la résidence haut de gamme en augmentant la dimension des logements pour l'adapter aux besoins d'aujourd'hui. La mise en chantier suivra l'émission des autorisations par la Ville, avec l'objectif d'une occupation en juillet 2005», a expliqué hier Jean Boursier, le président du groupe Allegro, le plus important propriétaire de résidences pour personnes âgées au Québec.

Pour rendre le projet possible, le conseil municipal a accepté de hausser la densité du territoire, comme elle l'avait fait il y a quelques années pour un projet soumis dans ce secteur par le conseiller Julien Lachance, qui est aussi promoteur immobilier.



Imacom, Claude Poulin

Les propriétaires de la Villa de l'Estrie comptent investir 12 millions \$ dans une annexe de huit étages qui sera en quelque sorte la tour jumelle de celle ayant été construite il y a une douzaine d'années derrière le Carrefour de l'Estrie. Avant d'en arriver là cependant, il faudra que la procédure d'aménagement au zonage qui vient d'être lancée donne le feu vert.

«Les normes que nous établissons se comparent à ce qui se fait dans d'autres grands centres urbains. Nous n'avons pas de signal à l'effet que des voisins s'opposeraient à cette construction. Les occupants de la tour voisine avaient d'ailleurs été prévenus qu'une

deuxième phase serait un jour mise en chantier», rapporte le président du comité consultatif d'urbanisme (CCU), Serge Paquin.

La division d'urbanisme note au passage que «la vocation des habitations en hauteur de forte densité de

vrait être renforcée dans le secteur du Carrefour de l'Estrie pour donner un caractère plus urbain à la ville et pour témoigner d'une organisation de l'aménagement du territoire». Le centre-ville est l'autre secteur considéré pour ce type d'habitation.

Le Musée de la nature plaide sa cause auprès de la ministre



Laura
Martin
lmartin@latribune.qc.ca
SHERBROOKE

Hier, le soleil occupait le ciel. Aujourd'hui, on saura si l'avenir du Musée de la nature et des sciences brillera autant.

En visite à Sherbrooke hier, Line Beauchamp, ministre de la Culture et des Communications, devait rencontrer, en soirée, la direction de l'institution de la rue Frontenac pour prendre connaissance de son plan de redressement.

On sait que le centre d'exposition et d'interprétation a fermé ses portes le 6 janvier dernier, en raison de sa situation financière précaire. La direction espère une hausse des subventions gouvernementales, lesquelles n'ont pas été révisées depuis dix ans.

«Le musée a dû faire des investissements majeurs pour déménager. Ses charges administratives ont augmenté considérablement. Nous devons nous pencher sur la question», a déclaré la ministre, à l'issue d'une conférence de presse à l'Université de Sherbrooke en matinée hier.

«On trouve 425 établissements mu-

séaux au Québec. Nous devons trouver un moyen de répondre à leurs besoins équitablement. Nous devons étudier la situation à l'échelle du Québec», a-t-elle poursuivi, paraissant tout de même réceptive aux demandes précises du musée, qui a pris possession de ses nouveaux locaux il y a maintenant un an et demi.

Yves Lauzière, le directeur général, s'est refusé à tout commentaire hâtif avant son rendez-vous, convoqué par l'autre partie. «Je suis très heureux qu'une telle rencontre ait lieu, à l'invitation du ministère. Nous pourrions enfin discuter. Demain seulement (aujourd'hui), je pourrai vous dire si je suis vraiment content.»

En principe, le Musée de la nature et des sciences doit accueillir à nouveau les visiteurs à partir du 28 février prochain. Tous les employés n'ont pas été mis au chômage hivernal. Près d'une vingtaine d'entre eux continuent de produire des expositions itinérantes.

Centre de production

Pour ce qui est de l'ouverture du Centre de production des arts de la scène, annoncée en grande pompe par le gouvernement péquiste en février 2003 mais sans cesse retardée depuis, rien de neuf sous le soleil. La ministre libérale et députée de Sauvé a laconiquement réitéré l'importance d'un tel centre pour les artistes régionaux, sans toutefois faire de



Line Beauchamp, ministre de la Culture et des Communications

promesses ni présenter d'échéancier.

«Cette annonce avait été faite à la veille d'une campagne électorale, en même temps que 120 autres projets. Les fonds pour concrétiser cet engagement n'étaient toutefois pas disponibles. Nous n'avions donc pas d'argent pour aller de l'avant, a cru bon de rappeler la politicienne. Le Centre de production des arts de la scène est quand même en tête de nos priorités régionales. Des équipes travaillent en ce moment à vérifier le montage financier du projet.»

Attendu par le milieu culturel depuis plus de quinze ans, le Centre de production des arts de la scène, qui doit être construit au coût de 3 millions de dollars, doit accueillir les compagnies de danse Corps et Graff, Axile et Sursaut, les compagnies de théâtre du Double Signe et l'Aire de jeu de même que la Musiquetterie.

50 000 \$ pour la mise sur pied d'un Kinécafé

Laura Martin
SHERBROOKE

Les amateurs de cinéma, de bon cinéma, seront scotchés à leurs sièges. Un Kinécafé, où l'on ne projettera que des films d'auteur, des documentaires et des courts métrages, sera mis sur pied au Centre culturel de l'Université de Sherbrooke.

Le ministère de la Culture et des Communications du Québec a annoncé, hier, par voie de communiqué, une subvention de 50 000 \$ pour la réalisation de ce projet.

De passage à Sherbrooke, hier, la ministre Line Beauchamp a commenté l'heureuse nouvelle: «Ce projet s'inscrit tout naturellement dans l'esprit du Plan de soutien au cinéma et à la production audiovisuelle, que nous avons lancé en septembre dernier. Par ce plan, nous voulons encourager, dans toutes les régions du Québec, des initiatives qui of-

frent aux cinéphiles des oeuvres auxquelles ils n'ont pas accès autrement. Kinécafé répondait à tous nos critères.»

Personne au Centre culturel n'a pu témoigner de sa joie, l'équipe de direction se trouvant à Québec pour la Bourse Rideau. Des activités de formation et des discussions entre le public et les artisans du septième art figureront dans la programmation du Kinécafé.

Le Comité culturel Mégantic s'est, de son côté, vu accorder 6000 \$ pour un projet d'éducation cinématographique, réalisé en collaboration avec le Cinéma Mégantic et la polyvalente Montignac. Six cents élèves de niveau secondaire pourront ainsi élargir leur culture de la bobine. «Ce projet répondait davantage au volet éducation qu'au volet diffusion. Il est tout aussi intéressant, a déclaré Line Beauchamp. Lorsque l'on sait que, dans le monde, 87 % des films projetés sont américains, il est important que l'on diversifie l'offre.»

Le Plan de soutien au cinéma et à la production audiovisuelle est doté d'une enveloppe totale de 15 millions de dollars.

Question du jour :

Est-il difficile
d'être un homme
en 2004?

Le Grand Journal

Aujourd'hui 11h30
Avec Jean-François Benoit

TQS
ESTRIE

ACURA EL



Laissez les zéros aux autres.
Vous méritez plus. Beaucoup plus.

Location à partir de
248 \$* par mois.
48 mois

Comptant	Paiement
3 638 \$	248 \$*
1 918 \$	288 \$*
0 \$	328 \$*

Moteur VTEC™ 1,7 litre • Injection programmée de carburant multipoints (PGM-FI)
• Contrôle automatique de la température • Roues en alliage • Système de freins antiblocage (ABS) avec répartition électronique du freinage (EBD), et tellement plus...

Transport et préparation inclus
Aucun dépôt de sécurité
Allocation de base de 24 000 km par année



ACURA
www.acura.ca

PRECISION ACURA
S H E R B R O O K E

4900, boul. Bourque ROCK FOREST
(819) 564-8909

*Offres de location-bail d'une durée limitée, par l'entremise de Honda Canada Finance Inc. S.A.C. seulement. Tarifs mensuels de location-bail d'une durée de 48 mois établi pour l'Acura 1.7EL (modèle ES3564E) 2004 neuve. Un acompte de 3 638 \$ vous donne un versement mensuel de 248 \$ et un total des paiements de 15 542 \$. Un acompte de 1 918 \$ vous donne un versement mensuel de 288 \$ et un total des paiements de 15 744 \$. Un premier versement est requis et un acompte pourrait être exigé. Allocation de 24 000 km par année (frais de 0,125 \$ par kilomètre supplémentaire). Transport et préparation inclus, frais de publication, taxes, immatriculation, assurance et frais d'administration en sus. À la fin du bail, vous pouvez retourner le véhicule au concessionnaire ou l'acheter pour une valeur résiduelle prédéterminée. Garantie Acura limitée de 5 ans/100 000 km. Les deux premiers services d'entretien sont compris. Le modèle offert peut différer de la photographie. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails. Du 3 février au 1^{er} mars 2004.

2 JOURS

Vendredi et samedi seulement!

**rabais
200 \$**
Réfrigérateur
Kenmore^{MD}
18,2 pi³ à
congélateur
en haut

N° 67632. Rég. Sears 899,99.
699,99



349⁹⁹

Rabais 50 \$ sur
cuisinière à éléments-
serpentins et four à
nettoyage facile

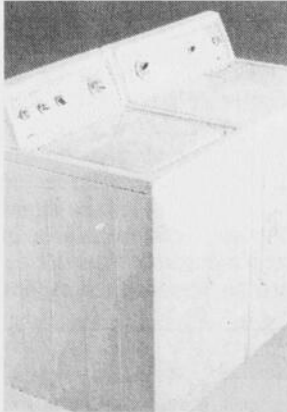
N° 52008. Rég. Sears 399,99.



899⁹⁸

pour le duo
Rabais 160 \$ laveuse
et sècheuse Kenmore

Laveuse de très grande capacité.
N° 14852. Rég. Sears 579,99. 499,99
Sècheuse de très grande capacité.
N° 62872. Rég. Sears 479,99. 449,99



**Pas d'acompte
jusqu'en février 2005**
Pas de paiement avant février 2005!
Pas d'acompte.
Pas de frais à payer au moment de l'achat
pour tous les gros appareils ménagers



Pas de paiement avant février 2005 avec la carte Sears
seulement, sur approbation de votre crédit.
Achat minimum: 200 \$. Tous les frais et taxes
applicables seront différés. Offre en vigueur jusqu'au
samedi 21 février 2004. Renseignez-vous au sujet
d'autres facilités de paiement.
Gros appareils ménagers: à l'exclusion
des aspirateurs et des machines à coudre.



Prix en vigueur les vendredi 20 et samedi 21 février 2004, dans la limite des stocks

SEARS

QUALITÉ, BONS PRIX, SERVICE, FIABILITÉ

NE023M104 © 2004, Sears Canada Inc.

Le blâme sévère contre des policiers sera contesté



**René-Charles
Quirion**
rquirion@latribune.qc.ca
SHERBROOKE

L'Association des policiers de Sherbrooke va contester la décision du commissaire en déontologie policière concernant le blâme sévère à l'endroit des agents Médéric Laroche et Éric Labrecque.

Le comité de déontologie policière a reconnu que la conduite des deux agents en août 2001 lors de l'arrestation de Christian Royer constituait un acte dérogatoire.

Le président de l'Association des policiers de Sherbrooke, Paulin Aubé, explique que la version des policiers est très différente de celle retenue par le comité de déontologie policière.

«Nous allons représenter et soutenir nos deux policiers. Il est évident que nous allons suivre le processus d'appel. C'est vrai qu'il y a un jugement et nous le respectons. Cependant, nous ne partageons pas cette décision. Nous ferons des représentations lors du processus d'appel», explique M. Aubé.

Les agents Laroche et Labrecque du SPS continuent d'occuper leurs fonctions régulières au sein du SPS.

Autre version

«Les deux agents comprennent que cette décision est une étape à travers le processus. Personne n'est alarmé. C'est un événement qui est arrivé dans l'exercice de leurs fonctions. Il y a deux côtés à une médaille. Leur version est différente de celle retenue par le commissaire. Ils vont faire entendre leurs droits», indique Paulin Aubé.

Le représentant syndical du SPS croit qu'il ne faut pas généraliser à partir de ce seul événement.

«C'est la première fois depuis que le comité de déontologie policière, environ 15 ans, que certains de nos policiers sont sanctionnés. Nous effectuons plus de 25 000 interventions par année, alors il faut voir que ce genre d'événement survient une fois à toutes les 375 000. Il faut recentrer le débat et regarder ces choses de près», mentionne Paulin Aubé.

Pas d'arrêt des procédures

Les représentations sur sentence des deux policiers auront lieu le 2 mars prochain au palais de justice de Sherbrooke.

«Les procédures vont se poursuivre, même si nous allons en appeler de la décision. Je crois que l'on s'enlaine sur des suspensions. Je serais surpris que l'on parle de réprimande. Cependant, nous sommes encore loin de là», estime le président de l'Association des policiers de Sherbrooke, Paulin Aubé.

LOTTO QUÉBEC Résultats

Tirage du 2004-02-17

01	02	04	05	06	09	10	11	23	28
29	34	48	51	54	56	57	63	66	68

Tirage du 2004-02-17

356 6915 NUMÉRO 948259

Si vous avez un problème de jeu

Sous la supervision du syndic H.H. Davis & Ass.

BOCA

DOIT FERMER dans 10 JOURS!!

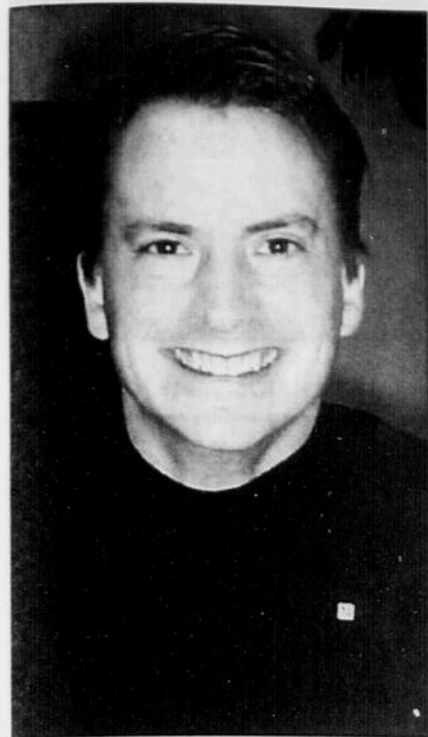
DERNIÈRE CHANCE
d'économiser

50% à 70%

sur TOUT EN MAGASIN!!

3050, boul. Portland • Sherbrooke

Maynards • LIQUIDATEURS • EVALUATEURS • ENCANTEURS
www.maynards.com



Le recteur veut assumer un second mandat



André Laroche
aloroche@latribune.qc.ca
SHERBROOKE

Le recteur de l'Université de Sherbrooke, Bruno-Marie Béchard, a changé d'avis. Il a désormais le goût de continuer de diriger cette institution en développement effréné depuis le début de sa nomination.

Cet ingénieur de 38 ans et père de jeunes enfants a longtemps répété qu'il

n'avait pas l'intention d'assumer deux mandats à la tête de l'UdeS. «Mais les choses évoluent et si l'assemblée universitaire juge que je suis encore la personne adéquate pour diriger les destinées de l'université, je vais accepter de continuer», a-t-il déclaré hier, quelques heures avant que le processus d'amen ne soit enclenché.

Pendant les prochaines semaines, l'assemblée universitaire se réunira pour dresser le profil du recteur nécessaire pour assumer les défis de l'institution au cours des quatre prochaines années. Elle peut donner un vote de confiance au recteur actuel et ne pas enclencher de course au rectorat.

Un recteur ne peut pas assumer plus de deux mandats. Bruno-Marie Béchard a pris la succession de Pierre Reid, actuel ministre de l'Éducation, en juin 2000. Son accession a coïncidé avec le réinvestissement universitaire par le gouvernement québécois. Depuis quatre ans, les trois campus sont en pleine effervescence.

«J'éprouve un grand plaisir à diriger l'Université de Sherbrooke. Il y a une belle cohésion parmi les gens qui m'entourent, soit mon équipe, les directions facultaires et les directions de service. Il y a un climat exceptionnel», a-t-il expliqué avec son enthousiasme habituel.

«Ceci dit, si l'assemblée universitari-

re décide de déclencher des élections, il est clair que je ne proposerai pas ma candidature», a-t-il ajouté sur un ton ferme.

Bruno-Marie Béchard a refusé de confirmer les rumeurs voulant qu'un parti politique l'ait pressenti en vue des prochaines élections fédérales.

«En raison du rôle que j'assume, beaucoup de gens pensent à moi quand surviennent des élections, soit fédérales ou provinciales. Mais je ne dévoilerai jamais les discussions que je pourrais avoir. D'abord parce que c'est privé, et ensuite par respect pour les gens qui me pressentiraient», a-t-il déclaré.

Le Regroupement des bingos désire devenir propriétaire

Luc Laroche
SHERBROOKE

Cinq ans après avoir concentré leurs activités dans l'ancien salon de quilles Abénakis, au centre-ville, les dix organismes communautaires membres du Regroupement des bingos veulent devenir propriétaire de cet immeuble. Le conseil municipal a accepté lundi soir que la Ville de Sherbrooke endosse un prêt de 275 000 \$ pour financer cette acquisition.

Un de porte-parole du Regroupement, Fabien Dubois, se fait discret sur le sujet, se contentant d'affirmer que les négociations, toujours en cours, sont sur la bonne voie. Ce dernier a espoir qu'une entente intervienne d'ici la fin de la semaine.

La préoccupation des organismes communautaires est de ne pas prendre des risques démesurés, soutient M. Dubois.

«Nous avons une opportunité d'acquiescer l'immeuble avec des obligations comparables à ce qu'il nous en coûte actuellement pour louer. Notre plan de financement a été monté de manière à ce que nous n'ayons pas à réduire notre marge bénéficiaire pour devenir propriétaire», se limite-t-il à dire pour le moment.

Le Regroupement des bingos de Sherbrooke a été créé à la fin des années 90 afin de maximiser les recettes générées par cette activité tout en offrant à la clientèle une salle et des conditions de jeu plus appropriées. L'initiative, critiquée dans certaines paroisses, avait entraîné la disparition des bingos de quartier.

Il y aura bientôt cinq ans que les membres du Regroupement se partagent le même local et les recettes des bingos.

«Les revenus autonomes sont plus que jamais essentiels pour les organismes communautaires d'où notre prudence dans le projet d'acquisition. Il n'y aurait aucune logique à ce que nos membres fragilisent leurs opérations parce que nous devenons propriétaire au lieu de continuer à verser un loyer», précise M. Dubois.

Le maire Jean Perrault n'a aucune crainte quant à la capacité de remboursement des emprunteurs dont la Ville se porte garante.

«Ce qui était important pour eux, c'était d'aller chercher une garantie afin d'obtenir le financement. Selon les chiffres qui nous ont été présentés, le Regroupement sera

en mesure de payer tous les frais inhérents et même de générer des excédents qui seront réinvestis dans l'immeuble ou redistribués aux organismes communautaires», juge-t-il.

Selon le conseiller Pierre Boisvert, c'est le type d'entente que la Ville doit rechercher dans le futur avec les organisations qui sollicitent son appui.

«Toutes les façons imaginatives que les organismes peuvent trouver afin que la Ville puisse aider autrement que par une contribution directe, on ne peut que les encourager. Car, les budgets municipaux sont de plus en plus serrés», a-t-il rappelé.

PÉPINES Promotion des Estriennes pour initier une nouvelle équité sociale

BRAVO à ceux et celles qui contribuent à une plus grande équité en Estrie!

LES FINALISTES DU CONCOURS PERSPECTIVE 50=50

CATÉGORIE ORGANISME :
Centre local de développement de la MRC de Memphrémagog
Coopérative de solidarité femmes et pouvoir de la MRC du Granit

CATÉGORIE INDIVIDU - HOMME :
M. Gaston Michaud - MRC du Val-Saint-François
M. Gilles Pansera - MRC du Granit

CATÉGORIE INDIVIDU - FEMME :
Mme Diane Beaulieu-Groseau - MRC de Coaticook
Mme Jeanne Bédard - MRC du Granit
Mme Mariame Cissé - Sherbrooke
Mme Lise Drouin-Paquette - Sherbrooke
Mme Micheline Dupuis - Sherbrooke
Mme Eva Giroux-Demers - MRC de Coaticook
Mme Louise Moisan-Coulombe - MRC d'Asbestos
Mme Mercedes Orellana - Sherbrooke

Soirée Aequitas Le mardi 24 février 2004 à 17 h à l'hôtel Le Président de Sherbrooke

Les prix Aequitas soulignent la participation active des gagnants et gagnantes à l'avancement de l'équité hommes/femmes au sein des instances décisionnelles de la région estrienne.

Pour informations : 348-1282
MERCI À NOS PARTENAIRES

FABRICVILLE
VOTRE MÉGA MAGASIN MODE ET DÉCOR MAISON
www.fabricville.com

DOUBLE ESCOMPTE

Obtenez un rabais ADDITIONNEL

Prix cour. DÉJÀ RÉDUIT **50% 50%**

Obtenez un rabais ADDITIONNEL

Prix cour. DÉJÀ RÉDUIT **40% 40%**

sur une IMMENSE sélection de tissus
MODE ET DRAPERIE en magasin

ESCOMPTE ADDITIONNELS AU RAYON DES ARTICLES DE COUTURE AUSSI!

TOUS ARTICLES DE COUTURE	Obtenez un rabais ADDITIONNEL	20% 20%	TOUS BOUTONS GLISSIÈRES YKK	Obtenez un rabais ADDITIONNEL	50% 20%	FILS À SURJETER PREMIUM STITCH	Obtenez un rabais ADDITIONNEL	50% 50%
---------------------------------	-------------------------------	----------------	------------------------------------	-------------------------------	----------------	---------------------------------------	-------------------------------	----------------

50, rue de la Burlington
Place Brouillard (coin King), Sherbrooke
(819) 821-2150

CORRECTION DE LA VUE AU LASER

Expérience
À travers le Canada, les chirurgiens de LASIK MD ont performé plus de 100 000 corrections de la vue au laser au LASIK, plus que tout autre groupe de chirurgiens.

Technologie
Nous offrons des équipements perfectionnés et à la fine pointe de la technologie, incluant le Zyoptix de Bausch & Lomb.

Résultats
La majorité de nos patients bénéficient d'une vision 20/20 après la chirurgie.

Pierre Demers, MD Ophthalmologiste 13 000 chirurgies
Avi Wallerstein, MD Ophthalmologiste 20 000 chirurgies
Mark Cohen, MD Ophthalmologiste 20 000 chirurgies

FINANCEMENT DISPONIBLE

Le Dr. Mark Cohen offre maintenant des soins post-opératoires à Sherbrooke et Magog.

590\$ /oeil*

*Se termine le 31 mars 2004. Certaines conditions s'appliquent. Le prix peut varier selon votre prescription. Applicable sur une chirurgie des deux yeux. Informez-vous sur notre politique de prix garanti.

LASIK MD VISION (866) 366-2020
(Numéro sans frais)

Montréal • Ottawa • Toronto • Mississauga • Niagara Falls • Calgary
www.lasikmd.com

LIQUIDATION d'inventaire

7 au 22 février

la randonnée
Boutique Plein Air

KANUK	JUSQU'À	20%
ESCALADE	JUSQU'À	30%
CHAUSSURES	JUSQU'À	30%
VÊTEMENTS TECHNIQUE	JUSQU'À	50%
ÉQUIPEMENT TÉLÉMARK et HORS PISTE	JUSQU'À	50%
SAC DE JOUR et SAC D'EXPÉDITION	JUSQU'À	50%
PRÊT À PORTER	JUSQU'À	80%

la randonnée
Boutique Plein Air

2325, King Ouest,
Sherbrooke,
566-8882

Opinions

Présidente et éditrice: Louise Boisvert

Rédacteur en chef: Maurice Cloutier

Directeur de l'information: André Larocque

Adjointe au directeur: Jacynthe Nadeau

Moment crucial pour les universités



Jean-Guy Dubuc
Collaborateur

Si vous croyez que les Commissions parlementaires sont ennuyeuses, surveillez celle qui va se dérouler, ces prochaines semaines, sur la qualité, l'accessibilité et le financement des universités. Pour une bonne raison: tout est question de financement; et personne ne veut payer... Attendez-vous à des passes d'armes de haut niveau sonore!

Le problème est réel. Et il serait surprenant que la réponse se trouve dans l'un ou l'autre des 80 mémoires présentés à la Commission. D'une part, parce que la position des étudiants est radicale: ils veulent tout simplement la gratuité complète! Et les recteurs, eux, réclament quelque 375 millions \$ de plus que ce qu'ils reçoivent déjà. On se trouve loin d'un moyen terme qui servirait de compromis. Pourtant, il faut trouver une solution raisonnable. La complexité du problème ne permet pas de trouver une réponse en quelques lignes. Mais on peut au moins, ici, en signifier quelques paramètres.

Attendez-vous à des passes d'armes de haut niveau sonore!

D'abord, la remise en question du système ne se limite pas au Québec: la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, pour ne citer que ces pays, s'interrogent comme nous devant l'augmentation des coûts et la possibilité de payer des étudiants. Mais il faut admettre que la situation paraît pire chez nous: l'étudiant québécois paie 1700 \$ de frais de scolarité, ce qui représente entre 6 et 18 pour cent du montant réel que coûtent ses études.

Prenons le cas concret d'un étudiant en médecine: il paie, au Québec, environ 3000 \$ en frais de scolarité et frais obligatoires; en Ontario, 15 500 \$; et la moyenne canadienne est de 12 000 \$. Ce qui signifie que

l'étudiant québécois coûte 17 314 \$ par année d'études aux contribuables.

«Que l'État augmente les impôts plutôt que de faire porter aux seuls étudiants le poids d'un endettement accru.» (L'actualité, 1er mars) Est-ce juste et raisonnable?

On plaidera que l'augmentation des frais de scolarité aura une influence négative sur l'accessibilité; ce qui contredirait l'expérience des autres provinces et des autres pays. Aux États-Unis, où les frais d'une année peuvent atteindre 50 000 \$ américains, on note une augmentation du nombre d'étudiants venant de familles à revenus moyens.

Il faut bien évaluer la situation. L'article de L'actualité (Michel Vastel) illustre un cas. «Une jeune femme qui aurait dépensé environ 70 000 \$ pour obtenir un baccalauréat en sciences infirmières est assurée de gagner environ 14 000 \$ de plus par année que si elle s'était contentée d'études collégiales. Sur une carrière de 25 ans, c'est un «bénéfice» de 280 000 \$ qu'elle va ainsi réaliser.» Ça vaut la peine de s'endetter pour quelques années... Et si on prend l'exemple d'un médecin ou d'un dentiste, le calcul ne sera que plus probant.

Reste que l'étudiant a besoin de moyens pour financer ses études. Et pour cela, il a besoin d'aide. C'est ici que le gouvernement et les institutions doivent faire preuve d'imagination. S'il débloque le gel qui existe depuis 10 ans, à l'encontre de tout ce qui l'entoure, il faudra offrir des moyens efficaces pour affronter la situation nouvelle. En Angleterre, le gouvernement suggère que l'étudiant remette à l'État des sommes d'argent indexées à ses revenus. Ailleurs, on multiplie les bourses. Il est certain que si le reste du Canada et les grandes universités du monde peuvent demeurer accessibles à des étudiants de toutes les conditions, le Québec pourrait y parvenir.

Ce ne sont pas les manifestations et les menaces de grève des étudiants qui devraient empêcher le gouvernement de prendre ses responsabilités: nos universités risquent de se dévaluer considérablement si elles ne trouvent pas les moyens d'offrir aux étudiants un enseignement de niveau comparable aux autres. Le Québec y perdra alors beaucoup.

L'enseignement de la littérature et le devoir de mémoire

La Tribune nous apprenait, dans son édition du 12 février dernier, que des élèves de 5e secondaire de Magog avaient à lire *Un dimanche à la piscine* de Kigali dans le cadre de leurs cours de français. Ce roman-vérité du journaliste Gil Courtemanche raconte tout le drame du génocide rwandais et, mieux que tous les bulletins de nouvelles télévisés, permet à ses lecteurs de comprendre enfin les enjeux de cette tragédie humaine qui s'est produite dans la quasi-indifférence des pays occidentaux.

En plus de rappeler le climat de tension politique et les étapes qui ont mené les Hutus à exterminer près d'un million de Tutsis, le roman de Courtemanche parvient, grâce à ses qualités littéraires, à faire «ressentir» aux lecteurs ce climat de folie carnassière, ce climat de peur et de désarroi face à l'action meurtrière des guerres tribales, face au spectre du sida, face à la pauvreté... Et que l'amour et la sexualité s'érigent au milieu de ce chaos comme la dernière façon de célébrer la vie ne devrait étonner personne.

Aussi, je comprends mal que des gens n'aient retenu de ce roman que les scènes de sexualité pour crier au scandale; ces scènes sont certes explicites, mais pas gratuites, et leur fonction n'est pas de choquer, mais de servir le propos afin que le lecteur se fasse une image complète de la situation. Cela choque quand même? Tant mieux, c'est la preuve que le roman fonctionne, car ce

roman est effectivement choquant: il provoque un choc, il donne à réfléchir sur la condition humaine, sur la façon scandaleuse qu'ont les sociétés comme la nôtre de se comporter à l'endroit des peuples les plus pauvres.

Pour ma part, je suis rassuré de savoir que l'école La Ruche donne à ses élèves de 16 ou 17 ans l'occasion d'explorer la littérature québécoise actuelle et de réfléchir de la sorte. Il ont bien de la chance ces élèves d'avoir des professeurs qui ont cette audace. Et je salue la tenue aussi l'attitude de M. André Couture, ce directeur d'école qui appuie ses professeurs dans leur démarche pédagogique. Après tout, la littérature n'est pas un art décoratif, ni l'école une colonie de vacances. La littérature est un espace d'apprentissage et de réflexion, voire un déclencheur d'action d'où son importance.

En terminant, je cite Ignacio Ramonet qui, dans son essai *La Tyrannie de la communication*, évoque la tragédie du Rwanda et appelle au devoir de mémoire: Quand on demandait à nos parents ce qu'ils avaient fait contre le nazisme, ils répondaient: «On savait pas». Mais nous, quand nos enfants nous demandent: «Qu'est-ce que vous avez fait contre le génocide du Rwanda?», nous dirons: «On s'occupait de Stéphanie de Monaco!»

Bruno Lemieux,
professeur de littérature
Collège de Sherbrooke



Tribune libre

Pas de quoi se réjouir

Monsieur Charest

Je pensais pouvoir me réjouir à l'annonce de forums pour informer la population. Les bonnes nouvelles, si modestes soient-elles, sont rares de la part d'un gouvernement qui a réussi, en si peu de temps, à miner toute confiance.

La grogne est omniprésente, même les libéraux les plus inconditionnels sont exaspérés de leur premier ministre; vous semblez prendre toute la place et montrer que vous êtes le chef. Votre équipe pour diriger étant vous et votre ego, autant les discussions ne changeront rien pendant ces forums, autant les discussions avec vos ministres semblent du vent, puisque vous n'écoutez que vous-même.

M. Charest, vous avez été faire de la promo en Europe avec rien dans les poches et vous êtes revenu avec des trous dedans. Quant à visiter les jour-

naux européens, vous auriez pu vous éviter beaucoup de fatigue et faire passer une petite annonce à partir d'ici et se lisant comme suit: Le Québec est prêt à vous accueillir chers industriels, nous ne donnons aucune subvention et aucun avantage fiscal, vous trouverez des travailleurs qualifiés et en plus vous aurez droit à la sous-traitance. Je sais que vous répondrez en grand nombre. Joindre le premier ministre du Québec, celui qui a raison, vous ne trouverez pas mieux ailleurs.

Un autre chatouillement des libéraux et des gens de la région est la coupure de la subvention au Grand prix de Valcourt à deux semaines de l'événement. M. Charest, avez-vous adopté la politique d'un certain chef conservateur qui ne respectait pas la démocratie, M. Duplessis? En êtes-vous déjà aux punitions pour ceux qui n'ont pas voté bleu, quelle erreur, rouge?

Un autre irritant est la possible modification des Innovatech, un outil de

développement en région, pour une grosse boîte centralisée où les grandes villes seront les pôles et les régions seront les pauvres en représentation et en retombées. Les appuis des commissaires, des chambres de commerces, des entrepreneurs et des gens du milieu financier et autres pour les Innovatech régionaux se multiplient afin d'exiger le maintien intégral de cet outil.

Destituons Patapouf, ça vous dit quelque chose? C'est un mouvement populaire commencé par des étudiants pour créer une coalition pour destituer le premier ministre Charest. Si j'étais vous, je commencerais à rire jaune et à prendre au sérieux cette flambée. Si elle se propage à l'ensemble du Québec, une première peut arriver. Les Québécois ne sont peut-être pas prêts pour l'indépendance, mais pour une destitution! Les paris sont ouverts: qui aura raison?

Gilles Mercier
Fleurimont

Cherry n'était pas le fond du baril

Nous pensions avoir atteint le fond du baril avec les dernières sorties de Don Cherry, qui s'amuse à insulter les Québécois francophones, tout en étant payé plus d'un demi million de dollars par année pour ses apparitions à la télévision d'État CBC.

Hélas, nous devons aussi subir les insultes de l'animateur américain Conan O'Brien invité par Toronto pour remonter la cote du tourisme de cette ville. Selon un sketch de l'émission, les Québécois francophones seraient détestables et abrutis et devraient aban-

donner leur langue. Si on peut se consoler en se disant que ces propos sont ceux d'un étranger ignorant de l'histoire du Canada, on a pu malheureusement constater (grâce aux extraits diffusés au téléjournal) qu'ils ont été applaudis à tout rompre par les centaines de spectateurs présents. Serait-il possible qu'on ait délibérément laissé entrer que des racistes à cette émission? Là non plus il n'y a pas matière à consolation puisqu'on nous a montré la longue file de gens qui attendaient pour entrer. Il s'agit donc d'un échantillon représentatif de la population de Toronto et du Canada anglais.

Le premier ministre de l'Ontario se dissocie des propos mais ne s'excuse pas. Celui du Québec a malheureusement refusé de commenter. Ne réalisez-il pas que des millions de dollars de publicité pour le tourisme au Québec viennent de s'envoler en fumée?

Ces incidents récents et bien d'autres illustrent le mépris que les Québécois francophones doivent subir de la part du Canada anglais. Pourtant à la veille du dernier référendum, on prétendait nous aimer beaucoup.

Marcel Aubin
Sherbrooke

Félicitations pour un travail remarquable!

Monsieur Pierre Boisvert

Les membres du Conseil d'administration de AIDE souhaitent vous féliciter, vous et tous les membres du Comité d'élaboration du *Projet de politique d'accueil et d'intégration des immigrants à la Ville de Sherbrooke* pour un travail remarquable.

D'une part, vous avez annoncé une volonté claire de faire de la Ville de Sherbrooke un acteur important dans le développement d'une société pluraliste, vous avez rédigé un projet de politique qui tient compte de diverses facettes de la réalité d'une population pluriculturelle et vous avez bien prépa-

ré le terrain pour un plan d'action sérieux qui ne saura tarder, car le projet de politique va bien au-delà des principes généraux puisqu'elle identifie des axes d'intervention spécifiques.

D'autre part, lors de la consultation publique tenue le 7 février, nous avons perçu un désir réel de transparence et d'écoute de la population. Nous sommes confiants que la version finale du projet de politique sera soumise à l'approbation du Conseil municipal prochainement sera bonifiée des nombreuses recommandations faites à cette occasion.

Je l'ai dit en atelier, lors de la journée de consultation, et je le répète ici:

je suis fier d'habiter dans une ville dont les élus choisissent de se positionner comme gestionnaires actifs de la diversité culturelle. Tous les membres du Conseil d'administration de AIDE partagent ce sentiment. Sachez que vous avez chez nous des collaborateurs qui souhaitent contribuer au succès d'un projet qui reconnaît à la fois la richesse de la diversité et de la complexité des phénomènes qui lui sont inhérentes.

Merci et continuez votre beau travail!

Nicole Chiasson, présidente
Conseil d'administration
AIDE - Actions interculturelles
de développement et d'éducation

«La souveraineté pour ne pas étouffer»

François Legault livre un vibrant plaidoyer en table éditoriale à La Tribune



François Gougeon
fgougeon@latribune.qc.ca
SHERBROOKE

Le Québec n'est «plus gouvernable avec les moyens d'une province» et pour lui éviter d'étouffer financièrement, «la seule issue est la souveraineté».

En table éditoriale à La Tribune, hier, l'ancien ministre péquiste François Legault et aspirant non avoué à la chefferie de son parti, a livré un vibrant plaidoyer en faveur de l'émancipation du Québec de la fédération canadienne.

Sa réflexion a été plus intense à sa dernière année comme ministre. «Au PQ, pour justifier la souveraineté, on a toujours eu des arguments identitaires, comme en matière de langue, culture, traditions et autres... Mais c'est clair pour moi également que la souveraineté se calcule en terme d'argent neuf, de sommes d'argent dont le Québec va avoir besoin à tout prix s'il ne veut pas étouffer», a-t-il exprimé.

«Je suis comptable de formation et quand on aligne les chiffres, c'est clair que le Québec ne dispose pas des revenus pour faire face à des dépenses qui augmentent sans cesse. Il n'y pas de marge de manoeuvre... J'ai hâte de voir le budget Séguin, dans quelques semaines, mais je suis convaincu qu'il va lui manquer deux à trois milliards \$... Le même monsieur Séguin a déjà présenté un rapport montrant clairement comment le déséquilibre fiscal pénalise le Québec. Les surplus du gouvernement fédéral — on parle de 7 milliards \$ alors qu'il devait y avoir rien — vont augmenter jusqu'à 90 milliards \$... L'argent est à Ottawa mais les besoins au Québec», a exprimé M. Legault.

Reprenre ses impôts versés à Otta-



Imacom, Jocelyn Riendeau

En table éditoriale à La Tribune, hier, l'ancien ministre péquiste François Legault et aspirant non avoué à la chefferie de son parti, a livré un vibrant plaidoyer en faveur de l'émancipation du Québec de la fédération canadienne. Le député de Johnson, Claude Boucher, l'accompagnait.

wa, éliminer les dédoublements (de ministères et autres) qui représenteraient une économie de deux à trois milliards \$ et établir ses propres priorités, voilà ce qui permettra au Québec de dégager l'argent nécessaire à mener

sa mission. «Dans ce contexte, ça change la perception du message de Jean Charest en campagne électorale, entre santé ou souveraineté. La souveraineté ça veut dire en clair plus d'argent pour la santé», a évoqué le député péquiste.

Sa réflexion, François Legault entend la défendre dans le cadre de la préparation d'un premier budget d'un Québec souverain, qu'il présentera aux militants l'automne prochain. Cela se situe dans la démarche de la Saison des

idées, lancée par les hautes instances du PQ. «Ce sera un exercice beaucoup mieux fait que ce qu'on a vu dans le budget de l'An un», a soutenu M. Legault, à propos de ce budget qui avait été vivement démolé par ses opposants.

Maintenir le gel «quitte à reculer sur les baisses d'impôt»

François Gougeon

SHERBROOKE

Le gel des frais de scolarité doit être maintenu et le gouvernement doit absolument injecter les 375 millions \$ dont les universités québécoises ont besoin, «quitte à reculer sur les baisses d'impôt».

C'est ce qu'estime François Legault, déplorant le discours d'une «certaine droite» pour qui les frais de scolarité devraient être haussés.

«C'est vrai qu'ils sont bas au Québec par rapport au reste du Canada. Mais dans bien des pays d'Europe, comme la France, les frais de scolarité sont rien par rapport au Québec. Et je

suis de cette école de pensée, à l'effet qu'il faut avoir les frais de scolarité les plus bas pour faciliter l'accessibilité... C'est notre jeunesse qu'on forme, nos leaders de demain. Et si des gens, par leurs études, remplissent des professions bien rémunérées, comme médecins, architectes et autres, alors ils vont payer plus d'impôt et acquitter leur dette à la société», a dit M. Legault, pour qui c'est là un exemple de social-démocratie et de «gauche efficace» dont il se réclame.

Aussi, malgré le soutien financier que l'État doit apporter pour la prestation de services publics et se disant contre la privatisation en ce domaine, l'ancien titulaire à l'Éducation et à la Santé plaide pour des mesures afin d'en mesurer leur efficacité.

«Que ce soit des plans de réussite,

des contrats de performance, il faut que le gouvernement fasse en sorte que l'argent des fonds publics rapporte le plus possible. J'ai horreur du gaspillage et ce qu'on voit avec l'affaire des commandites au fédéral, ça me choque au plus haut point... Il faut des mécanismes d'évaluation de performance de nos services publics. C'est inacceptable que dans certains cégeps, par exemple, les taux de diplomation soient de 20 ou 30 pour cent... Mais regardez, en santé, comme avec les bulletins des établissements, le gouvernement a décidé de tout mettre ça de côté. Pourtant, cela a permis d'identifier un établissement performant comme le CHUS. Et quand on voit des gros hôpitaux de Montréal contre-performants, il faut que le public le sache», a déclaré François Legault.

«Un encouragement à la mauvaise gestion» en santé

François Gougeon

SHERBROOKE

Le CHUS est l'hôpital le plus performant au Québec et pourtant il est le plus sous-financé... L'approche des libéraux dans le secteur de la santé est un encouragement à la mauvaise gestion!»

L'ancien ministre péquiste François Legault s'est dit hier déçu de la décision du gouvernement Charest, concernant l'entente qu'il avait ratifiée antérieurement, quand il était au gouvernement, pour rehausser la base budgétaire du CHUS mais qui ne tient plus.

«C'est une question d'équité, compte tenu de la performance du CHUS. On s'était engagé sur trois ans à corriger le manque à gagner. C'était 7 millions \$ cette année à verser au

CHUS et au lieu de ça, les libéraux n'envoient pas l'argent mais disent au CHUS de mettre ça sur le compte du déficit... C'est de la très mauvaise gestion», a livré M. Legault.

Plus largement, au Québec, il se dit «très inquiet» de voir comment le budget Séguin arrivera à remplir l'engagement d'une injection de 2,4 milliards \$ dont le réseau de la santé a besoin, pour rencontrer les coûts de système et faire du rattrapage.

«Dans le réseau, les échos que les gens ont c'est qu'il n'y aura rien. Les administrateurs ne voient pas la lumière au bout du tunnel. Ils sont découragés... Pourtant, les libéraux avaient promis de faire de la santé et de l'éducation leurs priorités et dans les faits, depuis le 14 avril, rien n'a changé», a aussi confié François Legault.

300 étudiants dispersés de façon musclée

Presse Canadienne et La Tribune

QUÉBEC

Les policiers de la Sûreté du Québec sont intervenus de façon musclée hier après-midi pour disperser 300 étudiants manifestant pour la gratuité scolaire devant le Parlement à Québec.

Les agents de l'escouade anti-émeute, qui étaient presque aussi nombreux que les manifestants, ont utilisé sans ménagement des gaz lacrymogènes après qu'un petit groupe d'étudiants ait tenté de forcer une barrière de sécurité.

L'intervention policière est «totale-ment injustifiée», a lancé, en colère, Blandine Juchs, porte-parole de l'Association pour un solidarité syndicale étudiante (ASSE).

«Vous appelez ça une démocratie? On veut un système social qui a de l'allure et tout ce qu'ils trouvent à faire c'est nous gazer dans la face», a-t-elle dit, peinant à reprendre son souffle.

Les manifestants s'étaient rendus devant le Parlement pour exiger haut et fort l'instauration d'un système d'éducation entièrement gratuit et universel, à l'occasion du début des travaux de la commission parlementaire examinant le financement des universités.

«L'éducation est un droit et non un



Presse Canadienne

Comme explication à son intervention musclée d'hier, la Sûreté du Québec a déclaré avoir voulu éviter les «débordements» survenus lors de la manifestation étudiante de décembre dernier aux abords du Parlement. Des gens avaient passé la barrière à la suite d'une «certaine tolérance» et il y avait eu des méfaits.

privilege, a dit Marie-Michèle Whitlock, de l'ASSE, en entrevue quelques minutes avant l'intervention policière. Malgré le gel des frais de scolarité, les coûts ne cessent d'augmenter depuis 1994 par d'autres portes. Il est temps de dire non.»

Les étudiants membres de l'ASSE redoutent

avec effroi le désengagement de l'État au profit d'une intervention massive du secteur privé dans le financement des universités.

«Pas de privé dans mes cahiers» scandaient-ils en coeur à leur arrivée devant les barrières de sécurité érigées à bonne distance du Parlement et

gardées par un imposant cordon de policiers de l'escouade anti-émeute.

Pendant une vingtaine de minutes, la manifestation s'est déroulée relativement dans le calme, si ce n'est de quelques oeufs, balles de peinture et de neige lancées en direction des policiers.

Collège de Sherbrooke

Une quinzaine d'étudiants du Collège de Sherbrooke, partis dans le froid du matin en autobus scolaire, faisaient partie des manifestants. «Je ne veux pas que le gouvernement dégage les frais de scolarité. Je ne veux pas non plus que l'entreprise privée finance les programmes selon son bon vouloir. Ce qui risque d'arriver, c'est que les programmes de génie seront sur-financés, ceux de philo seront sous-financés ou encore remis en question», a affirmé Christine Morin, une collégienne en techniques infirmières, avant son départ.

Les manifestants sherbrookoïses entendaient, par ailleurs, profiter de l'occasion pour protester contre plusieurs réformes amorcées par le gouvernement Charest. «Je suis contre la privatisation de l'État et la hausse des frais des garderies. Ce gouvernement n'a pas tenu ses promesses», a accusé Geneviève Danseur, une collégienne en sciences humaines.

la Baie
Rectificatif

Veillez prendre note des corrections suivantes à apporter au cahier publicitaire Le style à vive allure (B1-3A) publié en février 2004 :

- en page 3, les chaussures de sport Tommy Hilfiger zippées sur le dessus accusent un retard de livraison ; bons d'achat différé offerts en magasin.
- en page 8, les coins-repas de style bistro accusent un retard de livraison ; bons d'achat différé offerts en magasin.

Notre clientèle voudra bien excuser ces erreurs et ces contretemps.

116773

Bravo au Groupe Gaston Côté!

Lauréat du prix « Commerce de détail » lors du Gala Reconnaissance Estrie 2004, vous méritez qu'on souligne votre succès. Félicitations!

BDC

LA BANQUE QUI MISE SUR LES ENTREPRENEURS CANADIENS

60 ANS
YEARS

www.bdc.ca

Canada

À Sherbrooke :
2532, rue King Ouest
Sherbrooke (Québec) J1J 2E8
(819) 564-5700

Un dictionnaire québécois bâti à Sherbrooke



André Laroche
aloroche@latribune.qc.ca
SHERBROOKE

L'oeuvre est titanesque. Créer un dictionnaire québécois de plus de 60 000 mots à partir d'une dizaine de milliers de textes d'ici. Écrire chaque définition selon l'usage que l'on fait au Québec des mots de la langue française. Et pourtant, ce travail de moine va bon train.

Ce dictionnaire de 2500 pages devrait voir le jour à la fin de l'année 2006. Ce sera l'aboutissement d'un rêve incroyable, imaginé il y a plus de 15 ans, par deux professeurs de l'Université de Sherbrooke, Pierre Martel et Hélène Cajole-Laganière.

L'idée d'un tel dictionnaire germe depuis près d'un siècle au Québec. Il y a déjà eu quelques initiatives comme le dictionnaire Belisle ou le lexique du jouteur de Léandre Bergeron. Il existe aussi sur le marché actuel des dictionnaires français adaptés pour le Québec. «Mais jamais on a bâti un dictionnaire complet à partir de ce qu'on vit ici et des mots qu'on utilise ici», a précisé M. Martel.

Par exemple, dans un dictionnaire européen, on retrouve les mots black-bass, moufle, ferry-boat ou encore palet. Au Québec, on dit plutôt l'achigan, la mitaine, le traversier et la rondelle. Or, dans le



La ministre québécoise de la Culture et des Communications, Line Beauchamp, a remis hier le second versement (250 000 \$) d'une subvention totale de 650 000 \$ pour la poursuite des travaux touchant un dictionnaire québécois de plus de 60 000 mots. Dans l'ordre habituel, Pierre Martel, professeur, Mme Beauchamp, Bruno-Marie Béchard, recteur de l'UdeS, et Hélène Cajole-Laganière, professeure.

Robert ou le Larousse, ces mots comporteront la mention de québéçismes.

D'autres mots sont absents ou mal décrits dans les dictionnaires européens. «Pourtant, des milliers de mots font état de notre manière d'être, de penser et de vivre», a ajouté M. Martel, ancien président du Conseil de la langue française, en énumérant les mots

acériculture, airelle, canneberge, avironner, embâcle et nordicité.

Près de 45 linguistes, chercheurs et informaticiens travaillent au projet. La plupart oeuvrent à l'Université de Sherbrooke, mais également à l'Université Laval, de Montréal, de Moncton, de Trois-Rivières, ainsi qu'à l'UQAM. On évalue le coût de réalisation à près

de 10 millions de dollars.

Hier, la ministre québécoise de la Culture et des Communications, Line Beauchamp, a remis le second versement d'une subvention totale de 650 000 \$ pour la poursuite des travaux. Elle s'est dit persuadée que la création d'un tel dictionnaire représentait une étape indispensable à la reconnaissance de l'identité linguistique québécoise.

D'autres peuples en Amérique du Nord ont aussi constaté la nécessité de

recenser les mots de leur langue devenue américaine. Que l'on pense à l'anglais aux États-Unis, à l'espagnol au Mexique et au portugais au Brésil. Un dictionnaire est aussi en élaboration au Canada anglais», a-t-elle dit.

«Il s'agit d'un projet original, mobilisateur et multiplicateur, qui vient incontestablement combler un vide», a indiqué M. Bruno-Marie Béchard, recteur de l'Université de Sherbrooke.

Le dictionnaire «sherbrookois»

aura également une version électronique, utilisable dans les traitements de texte. On songe aussi à mettre sur le marché un dictionnaire de citations, de proverbes et locutions. Des versions adaptées aux différents niveaux scolaires seront aussi élaborées.

Les Québécois sont les plus grands consommateurs de dictionnaires dans la francophonie. Ils achètent à eux seuls plus de 200 000 dictionnaires par année.

Semaine de la santé des pieds

Mal aux pieds?
Mal aux genoux?
Mal au dos?

Consultez les spécialistes
Jean-Pierre Rouleau et
Alain Gamache



UN PAS VERS LA STABILITÉ

CLINIQUE DU PIED De l'Estrie inc.

Laboratoire d'orthèses plantaires

Consultation GRATUITE sur rendez-vous, du 16 au 21 février 2004

Services offerts à la clinique médicale Rock Forest et Coaticook

1185, 12e Avenue N. 565-5445
FLEURIMONT

2004

À LA LOCATION
1^{re} MENSUALITÉ*
DÉPÔT DE SÉCURITÉ* 0\$

OU CRÉDIT À L'ACHAT ÉQUIVALANT À 1 MENSUALITÉ DE LOCATION**

SUR TOUS CES MODÈLES 2004 EN STOCK

Echo Hatchback CE



Camry



RAV4



Tacoma



Echo Hatchback LE



Solara



Highlander



Tundra



Echo berline



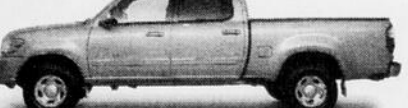
Celica



4Runner



Tundra Double Cab



Corolla



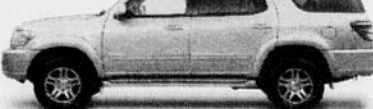
Avalon



Sienna



Sequoia



Votre concessionnaire www.acces.toyota.ca

TOYOTA
un coup de cœur sans fin



Votre nouvelle Toyota ne part jamais sans un plein réservoir d'essence, l'assistance routière et des tapis protecteurs.

Programmes de location au détail et de financement à l'achat de Toyota Canada inc. Sur approbation de Toyota Services Financiers. Première mensualité de 0 \$ sur tous les modèles 2004 neufs en stock à l'exception des modèles Matrix 2004 et Prius 2004. Dans l'éventualité où un client désire avoir un terme de location moindre que 48 mois (Echo 2004, monde plus 60 mois), le rabais de sécurité sur tous les modèles 2004 neufs en stock à l'exception des modèles Matrix 2004 et Prius 2004. Franchise annuelle de 24 000 km. Immatriculation, assurances et taxes applicables au financement à l'achat des modèles 2004 neufs en stock à l'exception des modèles Matrix 2004 et Prius 2004. L'immatriculation peut différer selon le modèle. Photos à titre indicatif seulement. Les offres se terminent le 1^{er} mars 2004. Détails chez votre concessionnaire Toyota participant.

